

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 8 décembre 1982

La séance est ouverte à 2 heures.

• (1405)

MOTIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LES PARCS NATIONAUX

L'ÉCHANGE DE TERRAINS À BANFF—DEMANDE D'ENQUÊTE

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, l'hypocrisie du gouvernement libéral ne connaît pas de bornes. Par exemple, le gouvernement a publié une brochure intitulée: «Programme fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement» et confirme dans la loi sur l'organisation du gouvernement que le ministre de l'Environnement (M. Roberts) «amorce, recommande et entreprend des programmes... de façon que les nouveaux projets fédéraux soient, dès les premières étapes de planification, pesés». Cette évaluation comprend trois étapes successives d'examen, la dernière étant effectuée par le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales (BFEEE). Cela semble magnifique, n'est-ce pas? Ce le serait si le ministre de l'Environnement agissait ainsi, ce qu'il n'a pas fait dans l'affaire de Banff. Je propose donc, appuyé par le député de Lethbridge-Foothills (M. Thacker):

Que la Chambre réprovoie cette hypocrisie et exige une enquête sur la dégradation du parc de Banff.

Mme le Président: Cette motion obtient-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

LE PROGRAMME D'OBLIGATIONS POUR L'EXPANSION DE LA PETITE ENTREPRISE—LE RÔLE DES BANQUES

M. Bill Domm (Peterborough): Madame le Président, dans la région de Peterborough, les petites entreprises qui ont besoin de prêts à des taux d'intérêt subventionnés ne peuvent plus se prévaloir des obligations pour l'expansion de la petite entreprise, et c'est sûrement le cas également dans tout le pays. Or, en 1982 le nombre de faillites commerciales au cours des neuf premiers mois de l'année a dépassé de 43 p. 100 celui de 1981 et de 66 p. 100 celui de 1980 pour la même période. Voilà pourquoi je propose, appuyé par le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn):

Que le gouvernement ordonne immédiatement aux banques d'offrir des obligations pour l'expansion de la petite entreprise aux entreprises en difficulté à qui il est impossible de payer les taux d'intérêt élevés qu'exigent les banques à l'heure actuelle.

Mme le Président: La motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

HOMMAGE À DEUX EX-MÉDAILLÉS OLYMPIQUES

FEU HARRY JEROME ET REGINALD DIXON

M. Joe Reid (St. Catharines): Madame le Président, c'est avec tristesse que les Canadiens ont appris aujourd'hui le décès de deux autres Canadiens qui se sont illustrés dans le sport amateur au Canada.

Harry Jerome était encore jeune. Il a partagé, de 1960 à 1968, le record mondial du 100 mètres sprint et, en 1966, il a établi un record mondial pour la course de vitesse de 100 verges.

Reginald Dixon a représenté le Canada aux Jeux olympiques à deux reprises dans le yachting à voile. Aux Olympiques de 1932, à Los Angeles, il a remporté trois des onze courses, soit plus que tout autre participant. Je propose donc, avec l'appui du député de Vancouver-Sud (M. Fraser):

Que la Chambre reconnaisse les exploits de Harry Jerome et de Reginald Dixon, deux athlètes exceptionnels, en transmettant ses vœux de sympathie à leurs familles respectives.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Mme le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

LA POSITION DU PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR À L'ÉGARD DU TARIF DU PAS DU NID-DE-CORBEAU

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Madame le Président, les recommandations du rapport Gilson au sujet de la manutention des grains risquent d'augmenter sensiblement les frais des agriculteurs et d'accélérer l'abandon des lignes secondaires, ce qui occasionnerait de lourdes pertes aux agriculteurs et à leurs coopératives de manutention des grains. Puisque les députés progressistes conservateurs de l'Ouest sont divisés sur le rapport Gilson, ceux de l'Alberta penchant d'un côté et ceux de la Saskatchewan de l'autre, je propose, avec l'appui du député de Churchill (M. Murphy) et en conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement: